

SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU 22 JANVIER 2008

Présents : MM. GALANT J., Bourgmestre, Présidente;
CAULIER G., HORNY D., EGELS J.P., DESMET-CULQUIN B.; DURIEUX J., Echevins;
PIGEON M., HALLOT J-P., QUINTIN Y., DUBOIS G, POTTIEZ P., MAUROY-MOULIN-
STALPAERT P., SENECAUT M.; LEURIDANT G., MULLER L., ROBETTE-DELPUTTE
F., VANDERKEL A., DELHAYE-DEBAUQUE I, MORCRETTE C., DECAMPS P.;
Conseillers;

DELHAYE Michel, Secrétaire Communal.

La Présidente donne deux informations au Conseil Communal :

Approbation budget communal 2008

La Députation Permanente nous fait parvenir son approbation du budget communal 2008 des services ordinaires et extraordinaires en séance du 17 janvier 2008.

Dans son arrêté, la Députation modifie le boni général du service ordinaire, celui-ci passe de 802,93 € à 30.519,47 € conséquence des instructions parvenues après approbation du budget par le conseil communal du 11 décembre 2007.

Suite à ces changements, deux articles de recettes sont modifiés :

- Le 1^{er} article est l'article 02510/46609 relatif à la compensation de la forfaitisation des réductions du précompte immobilier, l'inscription budgétaire de départ était de 52.356,01 €, elle est modifiée au montant de 56.788,41 €.

- Le second article est l'article 02910/46648 concernant le Plan Tonus Axe 1 l'inscription de départ était de 119.481,56, elle est transformée au montant de 144.765,70 €.

L'ensemble de ces recettes modifiées génère un boni supplémentaire de 29.716,54 €.

Enfin, le service extraordinaire, quant à lui, reste inchangé.

ITRADEC

L'Assemblée générale, initialement prévue le 28 janvier à 18 heures, est retardée à 19 heures, la date restant inchangée.

1. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 11 DECEMBRE 2007 – PARTIE PUBLIQUE – APPROBATION

La Présidente propose de reporter l'approbation du procès-verbal de la séance du 11 décembre 2007, étant donné que Madame SENECAUT n'a toujours pas fait parvenir l'intervention du P.S. pour le point n°14 – Budget communal, exercice 2008.

2. FINANCES – SITUATION DE CAISSE AU 31 DECEMBRE 2007 - INFORMATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Est informé de la situation de caisse au 31 décembre 2007, à savoir : un solde débiteur de 2.599.985,00 €.

3. FINANCES – CENTRE PUBLIC D’ACTION SOCIALE DE JURBISE – BUDGET ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE, EXERCICE 2008 - APPROBATION

Le dossier est présenté par Monsieur Jacques DURIEUX, Président du C.P.A.S.

Mademoiselle la Bourgmestre,
Chers Collègues,

Comme vous avez pu le constater, le budget 2008 est complété par des annexes de plus en plus étoffées. Ces documents répondent, non seulement aux obligations légales d’information renforcées par le Code de la Démocratie locale, mais également à une volonté concrète de fournir des informations très détaillées et diversifiées de nature financières, statistiques et historiques sur le CPAS de Jurbise.

Vous avez ainsi eu la possibilité de consulter le texte du rapport annuel sur l’ensemble des synergies entre la Commune et le CPAS, sur les économies d’échelle et les suppressions des doubles emplois, rapport qui a été présenté ici-même, le 13 novembre dernier, en séance conjointe du Conseil communal et du Conseil de l’action sociale. Nous y avons également ajouté la présentation graphique de la 12^{ème} édition du tableau de bord statistique de notre Centre que j’ai eu le plaisir de commenter devant le Conseil de l’action sociale lors du vote du présent budget en séance du 19 décembre dernier.

C’est pourquoi je ne vous imposerai pas de commentaires supplémentaires.

Je m’attarderai par contre sur le projet majeur qui est actuellement en voie de concrétisation, à savoir la construction d’une crèche à Erbisoeul, dont il me paraît utile de vous exposer l’état d’avancement actuel mais aussi les conséquences financières qui seront générées par cet investissement futur.

A ce jour, le seul financement attribué est celui de la subside de l’O.N.E. dans les frais de fonctionnement d’une infrastructure de 48 places, dans le cadre de la programmation 2006-2007, sous forme principalement de 7 emplois équivalent-temps plein APE ou PTP. Ce subside suppose bien évidemment que la crèche soit construite et que le personnel nécessaire à son fonctionnement ait été engagé.

Malheureusement, à ce jour, notre Centre attend toujours la promesse ferme de subside de l’investissement lui-même pour lequel la Région wallonne est compétente : cette promesse porterait sur un montant de l’ordre de 1,2 million d’euros représentant 60 % d’un investissement estimé à environ 2 millions d’euros et, dont la Commune est légalement le Maître d’œuvre, la prise en charge du remboursement de l’emprunt étant à supporter par le CPAS lui-même. Il est évident que, ni la Commune, ni le CPAS ne peuvent se lancer dans la

réalisation d'un tel projet sans le soutien financier de la Région dont la décision devrait nous être notifiée d'urgence pour qu'il soit possible d'attribuer le marché de construction du bâtiment.

Financièrement, l'enjeu de la réalisation de ce projet est d'obtenir, pour la première fois, des places d'accueil subsidiées qui pourront ensuite être comptabilisées dans les critères d'octroi de points APE supplémentaires, si possible dès la prochaine révision de la convention APE qui concernera les années 2010-2011, alors que celle établie pour les deux années à venir enregistre déjà une nouvelle progression de 8 points, pour s'établir actuellement à 91 points.

Sur le plan opérationnel, comme je le soulignais déjà l'an dernier, l'ouverture de la crèche d'Erbisoeul permettrait de concrétiser la rénovation complète de la Maison d'enfants de Masnuy-St-Jean.

Au niveau de l'emploi, l'extension de l'activité liée à ce projet entraînera nécessairement un nouvel accroissement du volume du personnel de notre Centre. Cette évolution présente l'intérêt d'être en phase avec les obligations que le CPAS de Jurbise se doit de respecter, en maintenant l'emploi existant et en créant des emplois supplémentaires, chaque fois qu'il obtient des primes dans le cadre du Maribel social, comme ce fut encore le cas en juillet dernier pour l'embauche de deux équivalents temps plein.

Sur ce plan, il est clair que le budget 2008 ne fait que traduire la croissance et la diversification des activités du Centre : le meilleur indice en est évidemment l'augmentation globale du volume de personnel qui est mentionnée dans la note relative au plan d'embauche ; l'analyse du tableau du personnel qui a servi de base de calcul pour les dépenses qui y sont affectées, permet de noter une nouvelle progression du volume de l'emploi qui passe de 66 équivalent temps plein à 70 unités, réparties sur plus de 80 agents différents. Il faut ajouter que cette progression de l'ordre de 6% ne tient pas compte de la création d'emplois supplémentaires que provoquera l'ouverture de la crèche d'Erbisoeul, car il est raisonnable de penser qu'elle pourrait se concrétiser fin 2008 voir dans le courant de l'année 2009.

Bien entendu, avec la promesse d'une subside enfin possible de nos maisons d'enfants, nous devons avoir conscience de la dépendance de notre Centre aux financements extra-communaux sans lesquels le développement du CPAS de Jurbise dépasserait largement les capacités financières de la Commune. Dans un contexte où celle-ci doit mener à bien ses propres projets de développement, et faire face, comme nous-mêmes, à une augmentation de ses frais de fonctionnement, liés notamment au coût toujours croissant de l'énergie, nous avons veillé, pour la troisième année consécutive, à maintenir inchangé le montant de l'intervention communale. Celle-ci est fixée à 706.500,00 € alors que les autres transferts, exercices antérieurs compris, progressent d'un peu moins de 50.000,00 €.

Il me paraît par ailleurs indispensable, pour votre bonne information, d'énumérer les différentes sources de financement sollicitées et obtenues par notre Centre dans le but, d'une part d'accomplir les tâches qui lui sont légalement dévolues, et d'autre part de rencontrer les besoins propres de nos concitoyens en matière sociale, tout en veillant à protéger les finances communales. Je citerai donc : le Fond Spécial de l'Action Sociale, le subside horaire des aides familiales, les points A.P.E., le Maribel social, le Fonds énergie, les allocations de chauffage, le subside fédéral et le subside régional de la réinsertion socioprofessionnelle, le Fond Social Européen, le financement de la plaine de jeux, le financement de la médiation de dette, les subsides spécifiques pour les demandeurs d'asile et les initiatives locales d'accueil. A ceux-ci

s'ajoute à présent, la perspective d'une intervention de la Communauté française, via l'O.N.E, dans les frais de fonctionnement de la future crèche d'Erbisoeul.

Toutes ces contributions attestent que notre Centre veille à développer ses activités, à perfectionner les qualifications de son personnel dans différents domaines, que ce soit en matière de stimulation d'emplois et de lutte contre le chômage, de maintien des personnes à domicile, de réinsertion des demandeurs d'aide sociale ou de problématiques sociales spécifiques telles que le surendettement ou le coût de l'énergie. Dois-je rappeler à cet égard que notre Centre collabore activement au succès de l'initiative de la Commune qui a permis à plusieurs centaines de familles jurbisiennes de procéder avantageusement, dès cet automne, à des achats groupés de mazout ? J'ajoute d'ailleurs que cette opération sera renouvelée dès février de cette année et que les demandes émanant de nos concitoyens affluent à nouveau.

Il convient enfin de souligner qu'en procédant annuellement aux révisions légales de ses tarifications et en modifiant régulièrement celles qui dépendent de son autonomie, le CPAS de Jurbise fait en sorte d'accroître de manière significative ses propres recettes de prestation. La nouvelle progression de 75.000,00 euros, budgétisée en 2008, témoigne également de la poursuite du développement des prestations consenties au profit de nos concitoyens. Ce nouvel accroissement est d'autant plus remarquable que le rôle social du Centre le conduit par ailleurs à exonérer les enfants des bénéficiaires de l'aide sociale du paiement des participations et des repas consommés à la plaine de jeux ainsi qu'à consentir des réductions ou des gratuités ponctuelles en faveur des enfants accueillis en maisons d'enfants.

Quant aux dépenses, j'éviterai de revenir à nouveau sur l'énumération des synergies avec la Commune qui ont été détaillées lors de la réunion conjointe du 13 novembre dernier. Je voudrais toutefois souligner qu'en termes budgétaires, cette pratique nous permet de budgétiser une réduction des dépenses de fonctionnement d'un peu plus de 3%.

En ce qui concerne la masse salariale qui représente 60 % de nos dépenses, son évolution sera défavorablement influencée par une inflation en hausse. Contrairement à 2007, exercice au cours duquel aucune indexation n'avait été appliquée, nous avons tenu compte en 2008 d'une première augmentation confirmée de 2% qui sera appliquée dès le mois de février. Par mesure de prudence, nous avons également tenu compte d'une probable seconde augmentation à la fin de cette année. En revanche, compte tenu du fait que les premiers recrutements du Centre ont été effectués au début des années quatre-vingt, nous enregistrons l'effet modérateur des premières mises à la pension de titulaires dont les remplaçants bénéficient de rémunérations inférieures en raison d'une ancienneté plus faible. La récurrence d'événements d'ordre familial, ainsi que les rotations obligées au sein du personnel, limitent également la progression des dépenses de personnel, moins rapide que l'augmentation du volume de personnel lui-même.

En conclusion, sans prétendre à l'exhaustivité et en étant conscient que chacun peut interpréter à sa manière les éléments et le contexte qui déterminent le budget 2008, je suis convaincu que sa confection reflète une fois encore l'ambition de concilier action sociale et efficacité financière.

Aussi est-ce avec confiance, malgré les incertitudes institutionnelles qui planent sur notre pays, et en dépit d'un contexte économique moins favorable, que j'ai l'honneur de soumettre à votre approbation, Mademoiselle la Bourgmestre, Chers Collègues, le budget du CPAS de Jurbise de l'année 2008.

Je vous remercie de votre attention.

	Recettes ordinaires	Dépenses ordinaires
Exercice propre	4.524.284,00	4.606.864,99
Exercices antérieurs	297.500,00	247.074,54
Prélèvements	32.155,53	0,00
Totaux généraux	4.853.939,53	4.853.939,53
	Recettes extraordinaires	Dépenses extraordinaires
Exercice propre	887.500,00	1.012.500,00
Exercices antérieurs	136.167,25	0,00
Prélèvements	125.000,00	125.000,00
Totaux généraux	1.148.667,25	1.137.500,00
Service ordinaire	boni 0	Mali 0
Service extraordinaire	boni 11.167,25	

La part communale de l'exercice 2008 est de 706.500,00 euros.

**4. FINANCES – PUBLICITES RADIOPHONIQUES ET SERVICES CULTURELS
CONNEXES – CONTRAT ANNUEL 2008 – CONDITIONS DE MARCHE, MODE
DE PASSATION DU MARCHE ET FIRMES A CONSULTER - APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu le décret du 1er avril 1999 organisant la tutelle sur les communes, les provinces et les intercommunales de la Région wallonne;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 2;

Vu le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant que le Service Finances a établi un cahier des charges N° 2008005 pour le marché ayant pour objet Publicités radiophoniques et de services culturels connexes - contrat annuel 2008 ;

Considérant que, pour le marché ayant pour objet "Publicités radiophoniques et de services culturels connexes - contrat annuel 2008, le montant estimé s'élève à 6.198,35 € hors TVA ou 7.500,00 €, 21 % TVA comprise;

Considérant qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par procédure négociée sans publicité;

Considérant que les firmes suivantes seront consultées dans le cadre de la procédure négociée:

- Sud Radio, Rue de la Chaussée, 42 à 7000 Mons;
- Radio Vivacité, Esplanade Anne-Charlotte de Lorraine à 7000 Mons;
- Radio Nostalgie, Quai au Foin, 55 à 1000 Bruxelles;
- Bel RTL, Avenue Jacques Georgin, 2 à 1030 Schaerbeek;

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au budget ordinaire de l'exercice 2008, article 762/12406.2008;

Décide d'approuver à l'unanimité :

Article 1er. - Le cahier des charges N°. 2008005 et le montant estimé du marché ayant pour objet "Publicités radiophoniques et de services culturels connexes - contrat annuel 2008, établis par le Service Finances. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant est estimé à 6.198,35 € hors TVA ou 7.500,00 €, 21 % TVA comprise.

Article 2. - Le marché précité est attribué par procédure négociée sans publicité.

Article 3. - Les firmes suivantes seront consultées dans le cadre de la procédure négociée :
- Sud Radio, Rue de la Chaussée, 42 à 7000 Mons;
- Radio Vivacité, Esplanade Anne-Charlotte de Lorraine à 7000 Mons;
- Radio Nostalgie, Quai au Foin, 55 à 1000 Bruxelles;
- Bel RTL, Avenue Jacques Georgin, 2 à 1030 Schaerbeek;

Article 4. - Les soumissions doivent parvenir à l'administration communale au plus tard le 15 février 2008.

Article 5. - Le marché dont question à l'article 1 sera financé au budget ordinaire de l'exercice 2008, article 762/12406.2008. Le crédit sera augmenté lors de la prochaine modification budgétaire.

Article 6. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

**5. FINANCES – MARCHÉ POUR LA FOURNITURE DE REPAS POUR LES
ÉCOLES DE L'ENTITÉ – CONDITIONS DU MARCHÉ, MODE DE PASSATION
ET FIRME À CONSULTER - APPROBATION**

La Présidente demande la correction de la date d'ouverture des soumissions dans le cahier des charges, à savoir le 15 février 2008.

Mademoiselle MORCLETTE demande de mentionner l'article 17 de la loi sur les marchés publics dans les motivations du cahier des charges.

Madame DEBAUQUE demande la suppression, dans le projet de délibération, de la notion d'urgence impérieuse qui ne se justifie pas.

Monsieur HALLOT et Madame SENECAUT demandent d'ajouter à la liste des personnes à contacter, deux traiteurs de l'entité.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu le décret du 1er avril 1999 organisant la tutelle sur les communes, les provinces et les intercommunales de la Région wallonne;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° f (le marché (travaux/fournitures/services) ne peut être confié qu'à un soumissionnaire en raison de : sa spécificité technique);

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 1;

Vu le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant que le Service Finances a établi un cahier des charges N° BO 2008-0002 pour le marché ayant pour objet “Acquisition de repas pour les écoles de l'entité;

Considérant que, pour le marché ayant pour objet “Acquisition de repas pour les écoles de l'entité, le montant estimé s'élève à 99.173,55 € hors TVA ou 120.000,00 €, 21 % TVA comprise;

Considérant qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par procédure négociée sans publicité;

Considérant que les firmes suivantes seront consultées dans le cadre de la procédure négociée :

- Traiteur Eric Gueret, Rue Delmotte, 62 à 7870 Bauffe;
- Sorest Depoitre SPRL, Rue de la Sucrierie, 6 à 7800 Ath;
- Api-Restauration SA, Rue des Sandrinettes, 32 à 7033 Cuesmes;
- Aris JP Traiteur, Clos des Grenadiers, 8 à 7300 Boussu;
- Ets Dutrieux, Rue de la Petite Guirlande, 19 à 7000 Mons;

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au budget ordinaire de l'exercice 2008, article 72203/12423.2008;

Considérant que ce crédit sera financé par fonds propres;

Considérant que le crédit sera augmenté lors de la prochaine modification budgétaire;

Décide d'approuver à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N°. BO 2008-0002 et le montant estimé du marché ayant pour objet “Acquisition de repas pour les écoles de l'entité”, établis par le Service Finances. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant est estimé à 99.173,55 € hors TVA ou 120.000,00 €, 21 % TVA comprise.

Article 2. - Le marché précité est attribué par procédure négociée sans publicité.

Article 3. - Les firmes suivantes seront consultées dans le cadre de la procédure négociée :

- Traiteur Eric Gueret, Rue Delmotte, 62 à 7870 Bauffe;
- Sorest Depoitre SPRL, Rue de la Sucrierie, 6 à 7800 Ath;
- Api-Restauration SA, Rue des Sandrinettes, 32 à 7033 Cuesmes;
- Aris JP Traiteur, Clos des Grenadiers, 8 à 7300 Boussu;
- Ets Dutrieux, Rue de la Petite Guirlande, 19 à 7000 Mons;

Article 4. - Les soumissions doivent parvenir à l'administration communale au plus tard le 15 février 2008.

Article 5. - Le marché dont question à l'article 1 sera financé au budget ordinaire de l'exercice 2008, article 72203/12423.2008. Le crédit sera augmenté lors de la prochaine modification budgétaire.

Article 6. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

**6. FINANCES – MARCHES DE FOURNITURE INFÉRIEUR A 5500 H.T.V.A. –
ACQUISITION DE MATÉRIEL SCOLAIRE – DESISTEMENT, APRES
DESIGNATION D'UN FOURNISSEUR POUR ACCOMPLIR LA TOTALITE DU
MARCHE – DESIGNATION D'UN NOUVEAU FOURNISSEUR - PROCEDURE
D'URGENCE - RATIFICATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Attendu que des travaux d'aménagement de deux classes primaires aux écoles de Masnuy ont été réalisés;

Attendu que suite à ces travaux d'aménagement, il a été décidé par le Conseil Communal en date du 24 avril 2007 d'acquérir du mobilier scolaire pour équiper ces nouvelles classes avant la rentrée scolaire septembre 2007;

Attendu que suite à la décision du Conseil Communal en date du 24 avril 2007, il a été lancé une procédure de marché public dite du « M.E.T » pour acquérir le mobilier scolaire;

Attendu qu'en date du 05 juin 2007, le Collège Communal a attribué le marché suivant la convention relative aux marchés publics du M.E.T, à la société Richacier sis Z.I Ste Henriette à 7140 Morlanwelz;

Attendu que la société Richacier est dans l'incapacité de remplir l'entièreté du contrat passé suite à sa désignation, dès lors, une partie des fournitures relatives au Lot 2 ne seront pas fournies;

Considérant qu'il y a lieu de passer un marché de fournitures afin de remplacer les fournitures non livrées;

Vu le devis estimatif réalisé par le Service des Finances s'élevant à 2.700 € TVAC;

Vu les crédits disponibles à l'article budgétaire 722/74198.2007;

Attendu que les firmes suivantes ont été consultées :

- S.A Alvan Rue de Berlaimont, 2 à 6220 Fleurus
- S.A Richacier Zoning Industriel Sainte-Henriette à 7140 Morlanwelz

Attendu que la S.A Richacier est dans l'incapacité de fournir le mobilier sollicité (pupitres 2 places);

Attendu qu'en séance du 17 décembre 2007, le Collège communal a attribué le marché à la société Alvan afin d'acquérir le matériel dans les meilleurs délais;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (MB du 22 janvier 1994);

Vu l'Arrêté Royal du 08 janvier 1996 relatif aux marchés de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics (MB du 26 janvier 1996);

Vu l'Arrêté Royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics (18 octobre 1996);

Vu les prescriptions légales, en matière des marchés publics de fournitures et de services;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation notamment les articles L1122-30 et L1222-3;

Vu l'urgence;

Décide de ratifier à l'unanimité :

Article 1^{er} . - La décision du Collège communal du 17 décembre 2007 par laquelle celui-ci a attribué le marché à la s.a Alvan au montant de 2.608,76 €, afin de pallier à la rupture de contrat de la S.A Richacier.

Article 2.- La présente dépense sous réserve de l'article L1222-4 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Article 3.- D'annexer la présente résolution au mandat relatif à la dépense.

Article 4.- De transmettre un extrait de la présente délibération à Monsieur le Receveur Communal pour disposition.

**7. FINANCES – MARCHE DE FOURNITURE INFÉRIEUR A 5500 H.T.V.A. –
ACQUISITION DE MATERIEL D'EQUIPEMENT POUR LE SERVICE DE LA
VOIRIE – FOURNITURE SPECIFIQUE - RATIFICATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Attendu que, suite à des problèmes de fonctionnement du marteau pneumatique, un devis de réparation a été réalisé par la société Atlas Copco et apparaît qu'il est moins onéreux de le remplacer;

Attendu que ce matériel d'équipement, utilisé fréquemment par le service de la voirie, est un élément spécifique faisant partie d'une gamme complète d'outils achetée auparavant auprès de la société Atlas Copco;

Attendu que pour éviter des problèmes d'adaptations d'outils, il est opportun de rester dans la même série d'éléments;

Considérant que le montant estimé, hors taxe sur la valeur ajoutée, du marché dont il est question à l'alinéa qui précède, s'élève approximativement à 600,00 EUR TVAC;

Vu l'inscription budgétaire de 16.500 € à l'article 41/74451 du budget extraordinaire de l'exercice 2007 approuvé par le Conseil Communal en sa séance du 30 janvier 2007;

Attendu qu'en séance du 17 décembre 2007, le Collège communal a décidé de passer commande auprès de la s.a Atlas Copco au montant de 517,63 € afin d'acquérir le matériel dans les meilleurs délais;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation notamment les articles L1122-30 et L1222-3;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (MB du 22 janvier 1994);

Vu l'Arrêté Royal du 08 janvier 1996 relatif aux marchés de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics (MB du 26 janvier 1996);

Vu l'Arrêté Royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics (18 octobre 1996);

Vu les prescriptions légales, en matière de marchés publics de fournitures et de services;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Vu l'urgence;

Décide de ratifier à l'unanimité :

Article 1^{er} - La décision du Collège communal du 17 décembre 2007 par laquelle celui-ci a décidé de passer commande auprès de la société Atals Copco au montant de 517,63 €, afin d'acquérir le matériel dans les meilleurs délais.

Article 2 - La présente dépense sous réserve de l'article L1222-4 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Article 3 - D'annexer la présente résolution au mandat relatif à la dépense.

Article 4 - De transmettre un extrait de la présente délibération à Monsieur le Receveur Communal pour disposition.

**8. FINANCES – AVANCE DE TRESORERIE EN VUE DE FAIRE FACE AU
PAIEMENT DE DEPENSES ORDINAIRES OBLIGATOIRES URGENTES EN
ATTENDANT NOTAMMENT LA PERCEPTION DES TAXES ET REDE-
VANCES REPRISES AU BUDGET COMMUNAL DE L'EXERCICE 2008 –**

RATIFICATION

LE COLLEGE COMMUNAL,

Vu la nécessité dans laquelle se trouve la commune de recouvrir à l'avance de trésorerie pour 2008 en vue de faire face au paiement de dépenses ordinaires obligatoires urgentes en attendant notamment la perception des taxes et redevances reprises au budget et centralisées à Dexia Banque;

Vu la délibération du Collège Communal prise en séance du 03 décembre 2007 par laquelle le Collège sollicite auprès de Dexia Banque une avance de trésorerie pouvant s'élever au solde non encore perçu des 9/10 du montant des taxes et redevances précitées;

Attendu que cette opération sera réalisée aux conditions en vigueur pour les avances de trésorerie gagées par le disponible des recettes ordinaires communales centralisées à Dexia Banque;

Attendu que Dexia Banque pourra affecter d'office au remboursement de l'avance précitée toute somme qui sera portée au compte courant de la commune du chef des recettes ordinaires avancées;

Décide de ratifier à l'unanimité

Article 1^{er} : La décision du Collège Communal du 03 décembre 2007 par laquelle celui-ci a sollicité une avance de trésorerie auprès de DEXIA Banque pour l'exercice 2008.

Article 2 : De transmettre exemplaires de la présente délibération à Dexia Banque et à Monsieur le Receveur Communal pour disposition.

9. EGLISE PROTESTANTE DE BAUDOUR-HERCHIES – CONTRACTION D'UN EMPRUNT POUR L'ACQUISITION D'UN IMMEUBLE ET D'UN GARAGE – GARANTIE DE L'EMPRUNT - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la délibération du Conseil d'administration de l'Eglise protestante de Baudour-Herchies en date du 10 mars 2007;

Vu la demande introduite par l'Eglise protestante de Baudour-Herchies en date du 1^{er} mai 2007;

Considérant la décision du Collège communal de Saint-Ghislain du 15 mai 2007 de marquer son accord sur la demande aux conditions suivantes :

- cette habitation constituera le seul presbytère officiel,
- l'allocation de résidence actuellement versée par la Ville de Saint-Ghislain se rapportera à ce nouvel immeuble;

Considérant la délibération du Conseil communal de Saint-Ghislain 19 novembre 2007;

Vu la délibération du Collège communal de Jurbise du 17 décembre 2007, décidant de suivre la position adoptée par le Conseil communal de Saint-Ghislain;

Vu l'article 92, 2° du Décret impérial du 30 novembre 1809 concernant les fabriques d'églises;

Vu l'arrêté Royal du 1^{er} juillet 1816 autorisant les fabriques d'église à emprunter;

Vu la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes;

Considérant que cette église dépend de la Ville de Saint-Ghislain et de la Commune de Jurbise;

Considérant que la Région wallonne est seule compétente pour approuver les opérations d'emprunt des fabriques d'église;

Vu les articles L 1122-30 et L1321-1, 12° du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Décide : à l'unanimité

Article 1^{er} – De se porter garant à concurrence de 25% de l'emprunt contracté par l'Eglise protestante de Baudour-Herchies en vue d'acquérir un immeuble et un garage, rue de Saint-Lô 73 et 104 à 7330 Saint-Ghislain.

Article 2 - De transmettre la présente délibération pour approbation auprès de la Région wallonne.

Monsieur EGELS sort de séance pour cause d'incompatibilité familiale.

10. ACQUISITION POUR CAUSE D'UTILITE PUBLIQUE D'UN BATIMENT RURAL, SIS ROUTE D'ATH, A L'ARRIERE DU N°387, CADASTRE SECTION A 94/G ET D'UNE PARCELLE DE TERRAIN A L'ARRIERE DE LA ROUTE D'ATH, AU LIEU DIT « MOUSTIER », CADASTREE SECTION A N°94/F, D'UNE CONTENANCE NEUF ARES VINGT-SEPT CENTIARES – APPROBATION

LE COLLEGE COMMUNAL,

Vu la décision du Conseil communal du 11 décembre 2007, portant sur le budget et prévoyant en son article 421/71253.2008 l'acquisition d'un bâtiment rural, sis route d'Ath, à l'arrière du n° 387, cadastré section A 94/g et d'une parcelle de terrain à l'arrière de la route d'Ath, au lieu dit « Moustier », cadastrée section A n° 94/f, d'une contenance trente-deux ares et neuf centiares;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment en son article L 1122-30;

Sur proposition du Collège Communal,

Décide à l'unanimité :

- Art. 1^{er}** – De procéder à l'acquisition pour cause d'utilité publique d'un bâtiment rural, sis route d'Ath, à l'arrière du n° 387, cadastré section A 94/g et d'une parcelle de terrain à l'arrière de la route d'Ath, au lieu dit « Moustier », cadastrée section A n° 94/f, d'une contenance trente-deux ares et neuf centiares pour un montant de 130.000,00€.
- Art. 2** – De désigner Jacqueline GALANT et Michel DELHAYE, respectivement Bourgmestre et Secrétaire communal pour représenter l'autorité communale.
- Art. 3** – De charger Maître Bernard DEGREVE, Notaire associé au sein de la société de droit commun »Bernard et Vinciane DEGREVE » à la résidence de Chièvres de la rédaction de l'acte.
- Art. 4** – De transmettre un exemplaire de la présente délibération à Monsieur Florent BOTTE, Receveur communal pour information.

Monsieur EGELS réintègre l'assemblée.

**11. ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE – ITRADEC – DESIGNATION DES
SCRUTATEURS – PLAN STRATEGIQUE 2008-2009-2010-BUDGET 2008 –
APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'affiliation de la Commune à l'Intercommunale I.T.R.A.D.E.C.;

Vu le décret relatif aux intercommunales wallonnes promulgué par le Gouvernement wallon le 05 décembre 1996;

Vu les dispositions du Code de la Démocratie locale et notamment son article L1523-12 ;

Considérant que la Commune doit, désormais, être représentée à l'assemblée générale de l'intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal ;

- qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre Commune à l'assemblée générale de l'intercommunale I.T.R.A.D.E.C. du 28 janvier 2008;
- que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les trois points de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise;

- qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal les quatre points de l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale I.T.R.A.D.E.C.;

Décide d'approuver à l'unanimité :

Art 1^{er} -

- La désignation des scrutateurs.
- Le plan stratégique 2008 – 2009 – 2010.
- Le budget 2008.
- Le procès-verbal de la présente Assemblée.

Art 2 - de charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil Communal en sa séance du 22/01/2008.

Art 3 - de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Copie de la présente délibération sera transmise:

- à l'Intercommunale I.T.R.A.D.E.C.;
- au Gouvernement provincial;
- au Ministre Régional de tutelle sur les Intercommunales.

La Présidente précise que la mise en œuvre de la C.C.A.T.M. ne dépend en rien du Collège Communal, mais bien de l'agrément de celle-ci par le Ministre de Tutelle.

**12. URBANISME – LOTISSEMENT A MASNUY-SAINT-JEAN, CHAUSSEE
BRUNEAULT – VENDRE 4 LOTS COMME TERRAIN A BATIR ET GARDER
LE LOT 5 COMME PRAIRIE - APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la demande introduite le 05 octobre 2007 relative à un projet de lotissement sur le terrain sis Chaussée Bruneault à 7050 Jurbise (Masnuy-St-Jean), cadastré Section C n° 316 c, 320 b, 319 b, 320 k et 320 k2, vendre quatre lots comme terrain à bâtir;

Vu l'avis favorable conditionnel du H.T.I. du 15/11/2007 en annexe;

Vu l'enquête publique réalisée du 24/10/2007 au 07/11/2007 dont procès-verbal constatant qu'aucune observation n'a été introduite à l'encontre du projet de lotissement;

Vu la décision du Collège communal réuni le 10/12/2007;

Vu le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation,

Décide à l'unanimité :

Article 1er : D'émettre un avis favorable sur le projet de lotissement dont objet en respectant l'avis favorable conditionnel du H.I.T.

Article 2 : De transmettre exemplaire de la présente décision au fonctionnaire délégué de la Direction Générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine de la Région Wallonne, au propriétaire du terrain à lotir et à son mandataire, auteur de projet.

13. URBANISME – ART 128 ET 129 DU C.W.A.T.U.P. – PERMIS D'URBANISME IMPLIQUANT LA MODIFICATION DU TRACE DE LA VOIRIE COMMUNALE

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

Vu plus précisément les articles 128 et 129 traitant des dispositions particulières au permis de lotir et au permis d'urbanisme impliquant une modification à la voirie communale;

Vu la demande de permis d'urbanisme introduite le 12 juin 2007 relative au projet de construction d'un immeuble de 6 appartements sur le terrain sis rue des Pierres à fusil à 7050 Jurbise (Masnuy-St-Jean), cadastré Section D n° 204 L8 affecté au Plan de Secteur en zone d'habitat à caractère rural à front de la rue des Pierres à fusil, en zone d'habitat sur \pm 50 mètres et le solde en zone forestière;

Attendu que cette demande implique des modifications à l'équipement de la voirie, à savoir :

- *porter la largeur de la chaussée à 5 m sur une longueur de 31,25m;*
- *fixer l'alignement à 5 m de l'axe de la chaussée actuelle;*
- *établir un filet d'eau type IIA2 (sur fondation en béton maigre de 0,20 m d'épaisseur) sur la longueur de la propriété, à raccorder au fossé à l'aval;*
- *établir l'élargissement sur 0,30m d'épaisseur minimum – revêtement en béton hydrocarbonné type BB-4C sur 0,05m d'épaisseur minimum;*
- *les travaux seront réalisés conformément au RW99 version 2004;*
- *céder gratuitement l'assiette de voirie à la Commune de Jurbise;*

Attendu qu'en conséquence cette demande est soumise aux dispositions particulières définies aux susdits articles 128 et 129 dudit Code Wallon à savoir :

- *avis du Collège communal constatant que le permis peut être accordé en ce qui le concerne;*
- *formalités d'enquête publique telles que définies aux articles 330 et suivants dudit Code Wallon;*

- *délibération du Conseil communal sur la question de voirie et après avoir pris connaissance des résultats de l'enquête publique;*

Vu l'avis favorable conditionnel du H.T.I. du 17/12/2007;

Vu la décision du Collège Communal du 09 janvier 2008;

Vu l'enquête publique réalisée du 14/12/2007 au 28/12/2007 dont procès-verbal constatant qu'une observation n'a été introduite et que pour répondre à celle-ci la pose d'un panneau marquant l'interdiction de stationner entre les deux poteaux électriques situés le long de la clôture des demandeurs;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation,

Décide d'approuver à l'unanimité :

Article 1er : Les modifications à apporter à la voirie communale.

Article 2 : De transmettre exemplaire de la présente décision au fonctionnaire délégué de la Direction Générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine de la Région Wallonne, au propriétaire du terrain à lotir et à son mandataire, auteur de projet.

14. TRAVAUX – MARCHE DE FOURNITURE – ACQUISITION D'UNE MACHINE EQUIPEE POUR LA CONCIERGERIE DE LA MAISON COMMUNALE – CAHIER SPECIAL DES CHARGES – CONDITIONS ET MODE DE PASSATION DU MARCHE - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu le décret du 1er avril 1999 organisant la tutelle sur les communes, les provinces et les intercommunales de la Région wallonne;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 3;

Vu le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant que le Service Travaux a établi un cahier des charges N° 2007009 pour le marché ayant pour objet "Installation d'une cuisine équipée à la conciergerie de la maison communale;

Considérant que, pour le marché ayant pour objet "Installation d'une cuisine équipée à la conciergerie de la maison communale", le montant estimé s'élève à 4.500,00 € hors TVA ou 5.445,00 €, 21 % TVA comprise;

Considérant qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par procédure négociée sans publicité;

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2008, article 124/72460.2008;

Décide d'approuver à l'unanimité :

Article 1er. - Le cahier des charges N°. 2007009 et le montant estimé du marché ayant pour objet "Installation d'une cuisine équipée à la conciergerie de la maison communale", établis par le Service Travaux. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant est estimé à 4.500,00 € hors TVA ou 5.445,00 €, 21 % TVA comprise.

Article 2. - Le marché précité est attribué par procédure négociée sans publicité.

Article 3. - Le marché dont question à l'article 1 sera financé au budget extraordinaire de l'exercice 2008, article 124/72460.2008.

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

**15. TRAVAUX – MARCHE DE FOURNITURE – ACQUISITION DE DEUX
VEHICULES POUR LE SERVICE PROPRETE – CAHIER SPECIAL DES
CHARGES – CONDITIONS ET MODE DE PASSATION DU MARCHE –
APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu le décret du 1er avril 1999 organisant la tutelle sur les communes, les provinces et les intercommunales de la Région wallonne;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1^o a;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 1;

Vu le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant que le Service Travaux a établi un cahier des charges N° ST2008 pour le marché ayant pour objet « Acquisition de deux véhicules pour le service propreté »;

Considérant que, pour le marché ayant pour objet "Acquisition de deux véhicules pour le service propreté, le montant estimé s'élève à 22.000,00 € hors TVA ou 26.620,00 €, 21 % TVA comprise;

Considérant qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par procédure négociée sans publicité;

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2008, article 421/74451.2008;

Considérant que ce crédit sera financé par emprunt;

Considérant que le crédit sera augmenté lors de la prochaine modification budgétaire;

Décide d'approuver à l'unanimité :

Article 1er. - Le cahier des charges N°. ST2008 et le montant estimé du marché ayant pour objet "Acquisition de deux véhicules pour le service propreté", établis par le Service Travaux. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des

charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant est estimé à 22.000,00 € hors TVA ou 26.620,00 €, 2 % TVA comprise.

Article 2. - Le marché précité est attribué par procédure négociée sans publicité.

Article 3. - Le marché dont question à l'article 1 sera financé au budget extraordinaire de l'exercice 2008, article 421/74451.2008. Le crédit sera augmenté lors de la prochaine modification budgétaire.

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

16. TRAVAUX – MARCHÉ DE FOURNITURE – ACQUISITION D'UNE PORTE EXTERIEURE POUR L'ECOLE COMMUNALE D'ERBISOEUL – DESCRIPTIF TECHNIQUE – CONDITIONS ET MODE DE PASSATION DU MARCHÉ – APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu le décret du 1er avril 1999 organisant la tutelle sur les communes, les provinces et les intercommunales de la Région wallonne;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1^o a;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 3;

Vu la décision du Collège communal du 12 novembre 2007 relative à l'approbation de principe de l'exécution d'un marché ayant pour objet "fourniture d'une porte extérieure en aluminium pour l'école d'Erbiseul, dont le montant initial estimé s'élève à 5.844,00 € TVA comprise;

Considérant que, pour le marché ayant pour objet “fourniture d'une porte extérieure en aluminium pour l'école d'Erbisoeul”, le montant estimé s'élève à 4.820,00 € hors TVA ou 5.832,20 €, 21 % TVA comprise;

Considérant qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par procédure négociée par facture acceptée;

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2008, article 72201/72360.2008;

Considérant que ce crédit sera financé par emprunt;

Décide d'approuver à l'unanimité :

Article 1er. - Le marché public ayant pour objet fourniture d'une porte extérieure en aluminium pour l'école d'Erbisoeul”. Le montant est estimé à 4.820,00 € hors TVA ou 5.832,20 €, 21 % TVA comprise.

Article 2. - Le marché précité est attribué par procédure négociée par facture acceptée.

Article 3. - Le marché dont question à l'article 1 sera financé, par emprunt, au budget extraordinaire de l'exercice 2008, article 72201/72360.2008.

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure et à Monsieur le Receveur Communal pour disposition.

17. QUESTIONS ORALES

Monsieur HALLOT souhaite connaître le résultat de la réunion organisée par Mademoiselle la Bourgmestre, en collaboration avec les riverains du Quartier du Bon Air.

La Présidente déclare que cette réunion fût très constructive et que des propositions de solutions ont été trouvées notamment pour l'éclairage public, la limitation de vitesse, etc.

Mademoiselle MORCLETTE demande si le Collège Communal a reçu la réponse au courrier transmis au Ministre COURARD, concernant la rédaction des procès-verbaux du Conseil Communal.

La Bourgmestre répond négativement et signale qu'elle ne manquera pas dans donner connaissance au Conseil Communal, dès réception.

Monsieur MULLER exprime son interprétation de la valeur du Règlement d'ordre intérieur du Conseil Communal, par rapport au Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

PAR LE CONSEIL,

Le Secrétaire,

La Présidente,